

L'AUDACE TRANQUILLE D'ANGELA MERKEL

Anne Marie Le Gloannec

CERi/Sciences Po

La nouvelle chancelière a revigoré une diplomatie allemande essoufflée. Sans virage brutal, mais en affirmant de fortes convictions sur le terrain des libertés et en se rapprochant des pays d'Europe Centrale.

Il avait bien fallu un an à Gerhard Schröder pour faire ses premiers pas sur la scène internationale, rattrapé par la guerre du Kosovo. Angela Merkel en revanche n'aura pas attendu pour s'imposer en tant que diplomate. A peine intronisée, elle s'est rendue à Paris, à Bruxelles et à Londres, à Washington et à Moscou et a joué les médiatrices au Sommet de Bruxelles, sauvant notamment la mise aux Polonais à qui elle a alloué une somme originellement destinée aux Länder de l'Est, dans la plus pure tradition d'Helmut Kohl. Par rapport à son prédécesseur, Angela Merkel affirme sa différence et il s'agit plus que d'une différence de style : certes là où Schröder passait en force, Merkel est tout en nuances, ménageant les uns et les autres. Ses choix n'en sont pas moins différents de ceux du précédent chancelier.

La liberté d'abord : c'est bien ce que la nouvelle chancelière a entendu affirmer à Moscou, s'entretenant avec des opposants russes après avoir vu le Président Poutine. Alors que Gerhard Schröder avait voulu voir en Poutine un démocrate pur sang, Angela



Merkel est bien une Européenne de l'Est, proche de Veira Vike-Freiberga, la dame de fer lettone qui refusa d'aller à Moscou pour les cérémonies marquant la fin de la Seconde guerre mondiale... A Washington, elle a trouvé des accents conciliants, tout en condamnant fermement les entorses faites au droit, à Guantanamo particulièrement : il s'agit non de renouer avec une parenthèse exceptionnelle des relations germano-américaines, parenthèse de 40 ans désormais close, mais de considérer les Etats-Unis comme une puissance sur laquelle s'appuyer sans la défier.

Certes la Chancelière est liée, par l'histoire récente et par ses propres choix. Elle n'entend pas revenir sur l'accord germano-russe, conclu en septembre 2005, portant sur la construction d'un pipe-line sous la Baltique. Elle veut cependant consulter les Polonais qui seront affectés par ce projet – à la fois parce qu'ils ne percevront pas de droit de transit et parce que les livraisons russes à Varsovie pourront être interrompues sans affecter les pays occidentaux. Gerhard Schröder avait tout simplement ignoré les craintes polonaises comme il avait délaissé les petits pays alors que par le passé, la diplomatie allemande avait toujours su les cultiver pour s'en faire des alliés. La Chancelière ne pourra pas régler tout le contentieux qui grève les relations germano-polonaises dans la mesure notamment où elle est favorable à la création d'un *Zentrum für Vertriebene*, un centre consacré aux expulsés. Côté allemand, on souligne que le Centre traiterait de tous les bannissements dans le monde, pas seulement celui des minorités allemandes intervenu après 1945, en Pologne et en Tchécoslovaquie notamment. Mais les Polonais craignent que le Centre ne nourrisse le revanchisme. Malgré tout, Angela Merkel, elle ne s'en est pas moins spectaculairement rapprochée du nouveau gouvernement de Varsovie.

Sa politique russe ne s'inscrit pas pour autant sous le signe de la confrontation. L'Allemagne a besoin de la Russie, son principal fournisseur de gaz. Mais elle en a aussi besoin pour trouver des solutions au défi nucléaire iranien. Alors que Jacques Chirac choisissait, au plus mauvais moment, de brandir la menace nucléaire à l'encontre d'Etats qui soutiendraient des terroristes, Angela Merkel appuyait une éventuelle solution russe qui consisterait à enrichir en Russie l'uranium iranien.

De fait, l'Allemagne d'Angela Merkel et la France de Jacques Chirac ne s'opposent pas seulement sur un certain nombre de dossiers, de la TVA sur la restauration à la

réanimation de la Constitution européenne... Pour ce qui est de la Constitution, l'enjeu est de taille mais on voit mal l'une ou l'autre solution aboutir : alors qu'Angela Merkel défend la Constitution en l'état, additionnée d'un chapeau social, les électeurs français accepteront-ils ce tour de passe-passe ? La solution qu'offrent, chacun différemment, Jacques Chirac ou Nicolas Sarkozy, à savoir une constitution allégée notamment de sa troisième partie, ne peut toutefois être acceptée par les Etats qui ont déjà ratifié le texte. Au-delà de ces dossiers cependant, le contraste est marquant entre la France poussive, voire isolée, d'un Président à bout de souffle et le dynamisme retrouvé de la diplomatie allemande.